pas non plus de dispense pour le degré de parenté qui pouvait se trouver entre eux, ou des publications de bans de mariage ; et que les informalités dont se plaignaient les Appelants n'étaient pas reconnues par la loi du même Etat. Que sa présence à leur contrat de mariage ne pouvait nullement le valider, parce que c'était un contrat de droit public et international auquel tout le public était intéressé, et que son consentement à icelui ne pouvait lui avoir donné d'existence légale au préjudice de droits acquis par des tiers,—et qu'il en était de même de sa présence à leur prétendu second mariage qui n'avait pas d'autre caractère réel que celui d'une bénédiction nuptiale par le ministre de la croyance religieuse des parties.

Qu'enfin, pour pouvoir invoquer leur prétendu mariage célébré en Canada, il aurait fallu au préalable demander la nullité de celui qui avait été contracté dans l'Etat de New-York,—et que d'ailleurs cette demande en nullité de premier mariage ne pouvait être invoquée par les parties elles-mêmes.

Cette réplique spéciale fut rejetée par jugement du 4 mars 1852, et une réplique générale fut filée le lendemain.

Durant l'enquête des Appelants, il y eut une demande en inscription de faux faite par l'Intimé contre l'une des pièces des Appelants, le certificat du prétendu mariage du mois d'octobre 1849, mais elle a été rejetée par jugement du 29 novembre 1856, duquel jugement appel n'a pas été interjeté, en sorte que la Cour n'aura pas à s'occuper de cette partie de la procédure qui a rapport à l'inscription de faux.

Après avoir procédé à l'enquête sur la contestation formée par la demande et les exceptions à icelles, est intervenu le jugement du 30 mai 1847, dans les termes suivants :

[*Voir ci-dessus page 81 et suivantes, où les paroles du jugement sont rapportées au long.*]